

BulletinFrancoPaix

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

25 ans

Vol. 6, n° 1-2

JANVIER - FÉVRIER 2021



Le coup d'État au Mali

Numéro spécial

Avec des contributions de Bruno Charbonneau, Adam Sandor, Jonathan M. Sears, Kalilou Sidibé, Tatiana Smirnova, et deux entretiens avec Moustapha Dicko et Nicolas Normand.

Nouvelles et annonces

Page 19

Le coup d'État au Mali

Numéro dirigé par Bruno Charbonneau et Tatiana Smirnova



SOMMAIRE

Le coup d'État au Mali n'a pas eu lieu

Bruno Charbonneau

Page 3

Le coup d'État au Mali et la construction d'une transition

Adam Sandor

Page 5

La transition au Mali : entre transformation et statu quo

Jonathan M. Sears

Page 8

Des aspirations du M5-RFP à la réalité du CNSP

Kalilou Sidibé

Page 10

La Russie et le coup d'État au Mali : héritage historique et logiques géopolitiques

Tatiana Smirnova

Page 12

Entretien avec Moustapha Dicko, ancien ministre sous les présidences d'Alpha Oumar Konaré et d'Ibrahim Boubacar Keïta

Réalisé par Jonathan M. Sears

Page 15

Entretien avec Nicolas Normand, conseiller diplomatique, ancien ambassadeur de France au Mali

Réalisé par Bruno Charbonneau et Tatiana Smirnova

Page 17



Photo de couverture : des partisans du CNSP (Comité national pour le salut du peuple) se réunissent au début de deux jours de discussions visant à valider les termes de référence d'un gouvernement de transition au Mali, le 5 septembre 2020, à Bamako.

Le coup d'État au Mali n'a pas eu lieu

Par Bruno Charbonneau

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand

Professeur agrégé au Collège militaire royal de Saint-Jean

bruno.charbonneau@cmrsj-rmcsj.ca

Twitter : @charbonneau_b

Ce titre est inspiré, bien sûr, de celui du livre de Jean Baudrillard : *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*. Dans ce livre de 1991, Baudrillard ne remettait pas en cause la réalité de l'événement, mais attirait notre regard sur ses représentations et leur manipulation. Selon Baudrillard, la guerre du Golfe n'était pas vraiment une guerre, dans la mesure où la puissance militaire écrasante de forces armées américaines avait mené, en majorité, à des engagements indirects, à très peu de pertes américaines et à un nombre presque inconnu de morts irakiens. Ainsi, les combats « n'ont pas vraiment eu lieu » du point de vue occidental.

Affirmer que le coup d'État de 2020 au Mali n'a pas eu lieu est une provocation utile pour

mettre en question la rapidité avec laquelle l'épisode a été normalisé. Le coup d'État a-t-il eu lieu si, dans les faits, il a été normalisé, si nous sommes passés à autre chose comme si celui-ci n'avait pas eu lieu ?

Normaliser dans le sens où les analystes ont commenté, puis sont passés à autre chose. Normaliser, surtout, dans le sens où les acteurs, nationaux et internationaux, sont rapidement et largement retournés à leurs pratiques et habitudes d'avant. Bien que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) poursuive ses efforts pour assurer une transition politique vers un régime civil et constitutionnel, pour le reste, les enjeux, les débats et les discussions sont les mêmes qu'avant le coup d'État : faut-il ou non dialoguer avec les djihadistes, qui doit ou peut participer aux négociations politiques, à l'Accord de paix ou à la réconciliation, l'opération Barkhane doit-elle ou non partir, etc. De plus, la situation sécuritaire et humanitaire a continué de se dégrader, sans changement visible sur les tendances à court et à moyen termes.

Du côté malien, la junte militaire a rapidement stabilisé la situation politique grâce à une diplomatie habile. Dès les premiers jours, l'option du retour au pouvoir d'Ibrahim Boubacar Keïta a été écartée, alors que les putschistes précisaient que les Casques bleus de l'ONU et les militaires français de l'opération Barkhane constituaient des partenaires pour la stabilité. Ainsi, le Comité national pour

le salut du peuple (CNSP) démontrait sa compréhension des règles du jeu en 2020 : il est possible de manœuvrer, pourvu qu'on ne perturbe pas la lutte contre le terrorisme et les opérations dites de stabilisation. Dans la mesure où les militaires maliens responsables du coup d'État n'ont pas remis en question les priorités internationales et l'Accord de paix signé en 2015, il est difficile de ne pas conclure que le coup n'est qu'un épisode (bamakois) d'un conflit qui s'éternisait déjà¹. À l'intérieur de ces limites, le CNSP a réussi à faire accepter le coup et à consolider son emprise du pouvoir malien. Même l'opposition malienne a accepté le coup. Divisée, ses diverses parties négocient plutôt leurs rôles respectifs dans la transition, parfois dénonçant l'emprise du CNSP sur le processus, mais sans plus.

Du point de vue de l'engagement international, le coup d'État est bien embarrassant pour l'ONU, la France et l'Union européenne qui se sont donné pour mission de stabiliser le pays et de restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire. Il suggère un échec quasi total de leur gestion du conflit. Le coup d'État a été dénoncé par les organisations internationales et les gouvernements du monde, alors que l'embarras était balayé sous le tapis. Toutefois, au-delà de la rhétorique, et à l'exception de la CEDEAO, on pourrait dire que personne ne s'est formalisé de la violation des normes démocratiques et des règles constitutionnelles. Le gouvernement français ne s'est pas montré bien inquiet de l'avenir démocratique du Mali, sauf pour appeler

¹ Pour une comparaison historique avec le coup d'État de 2012 et ce qu'il révélait à propos des contraintes internationales, voir Charbonneau, B. et Sears, J. 2014. « [Faire la guerre pour un Mali démocratique: l'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées](#) ». *Revue canadienne de science politique*, 47(3), pp. 597-619.

au maintien de l'ordre constitutionnel et déclarer son attachement à la souveraineté et à la démocratie maliennes. Le président Emmanuel Macron,² la ministre des armées Florence Parly³ et le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian⁴ ont, à chacun leur tour, plutôt réitéré leurs priorités que sont la stabilisation et la lutte contre le terrorisme et, surtout, que le coup d'État n'allait pas perturber les opérations militaires de la France.

La possibilité d'un coup d'État était discutée au sein de la MINUSMA depuis 2018. De là, peut-être, le fait que personne ne semble avoir été surpris en août 2020, ni les acteurs, les diplomates ou les experts. De là, peut-être, le fait que les acteurs (maliens et internationaux) ont très rapidement normalisé ou accepté la normalisation du coup, comme s'il n'avait pas eu lieu. Le reste n'est que détail. Il ne restait plus qu'à négocier la transition vers un gouvernement « civil », une transition dont les enjeux semblent bien loin de ceux concernant la situation sécuritaire et humanitaire, tant nationale que régionale, comme les autres textes de ce numéro double du Bulletin FrancoPaix le démontrent.

Ceci dit, le coup d'État a peut-être revigoré les critiques autour de la stratégie française. À la suite de celui-ci, le ministre Le Drian et son gouvernement n'ont pas su offrir d'autres solutions que le maintien du statu quo, que la poursuite d'une guerre sans fin et sans objectif précis si ce n'est de détruire « l'ennemi djihadiste », s'attirant les foudres de plusieurs critiques alors que les médias français ne cessent, depuis quelques mois, de publier des papiers qui alimentent la polémique. Depuis,

les rumeurs circulent sur la restructuration ou le retrait du dispositif Barkhane.

Il ne fait aucun doute qu'une restructuration est en cours depuis au moins un an. Bien avant le coup, la France avait proposé des investissements onusiens plus importants, un renforcement des secteurs du centre du Mali (alors qu'auparavant la France ne se préoccupait pas de la situation de cette région) et, aux Américains (AFRICOM), des plans de restructuration des efforts régionaux pour l'Afrique de l'Ouest. Il faut aussi ajouter, et insister, que toute restructuration du dispositif Barkhane s'inscrira sans nul doute dans la révision (en cours) de la stratégie de l'Union européenne au Sahel. Pour le moment, rien ne suggère que cette restructuration remettra en question l'accent mis sur les efforts contre-terroristes.

Autrement dit, le coup d'État n'a pas eu lieu, dans la mesure où la consolidation d'un mode de gouvernance contre-insurrectionnel au Sahel se poursuit et affirme la permanence de la force militaire internationale au Mali et au Sahel.⁵ Le coup d'État de 2020 illustre comment l'État postcolonial et ses élites maliennes ont intégré dans leur fonctionnement et leurs réflexions stratégiques la logique et les contraintes de l'intervention internationale au Mali. La présence militaire internationale est devenue une partie intégrale de l'existence de l'État malien, dépassant les acteurs et les institutions militaires pour se retrouver là où le renforcement des capacités de l'État est poursuivi. Les échecs de l'État postcolonial ont créé, en partie, cet espace dans lequel une telle intervention militaire et ses contraintes peuvent exister et prendre

forme, alors que le narratif de la lutte contre le terrorisme continue à justifier la nécessité et la permanence de ces contraintes.

² @EmmanuelMacron. 20 août 2020. « [Pour le Mali, il y a deux choses ...](#) » Twitter.

³ Assemblée nationale (France). 18 septembre 2020. « [Audition de Florence Parly, communiqué de presse](#) ».

⁴ France Diplomatie. 19 août 2020. « [Mali - Déclaration de Jean-Yves Le Drian](#) ».

⁵ Charbonneau, B. 2020. « [Sahel: la gouvernance contre-insurrectionnelle](#) », *Bulletin FrancoPaix* 5(1), pp. 2-6.

”

« Le coup d'État de 2020 illustre comment l'État postcolonial et ses élites maliennes ont intégré dans leur fonctionnement et leurs réflexions stratégiques la logique et les contraintes de l'intervention internationale au Mali. »

Le coup d'État au Mali et la construction d'une transition

Par Adam Sandor

Adam Sandor

Chercheur associé, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand

Adam Smith International, Supporting Stabilization in Central Mali Programme (SSCM)

adamsandor1@gmail.com

Twitter : @adam_sandor

se sont ensuite impliqués pour négocier la fin de la crise. Les efforts de la CEDEAO se sont révélés inefficaces : tant le régime IBK et ses partisans, que la direction du Mouvement de protestation sociopolitique connu sous le nom de Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) n'ont pu trouver un terrain d'entente sur la manière de mettre fin à la crise, soit par la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale (la solution du régime), soit en faisant démissionner IBK et en demandant des sanctions judiciaires à l'encontre des auteurs des violences mortelles qui ont eu lieu les 10 et 12 juillet. La scène politique malienne était dans une impasse.

Le coup d'État

Au début du mois d'août, le régime d'IBK via la sécurité d'État du général Moussa Diawara, chef de l'institution malienne du renseignement, avait mis en place un plan pour arrêter la majeure partie des dirigeants du mouvement d'opposition M5-RFP. Pour mettre en œuvre ce plan, le nouveau ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Moussa Keita M'Bemba, mobilisa les forces de sécurité intérieure maliennes et les positionna aux principaux points d'étranglement de Bamako pour localiser et arrêter les hauts dirigeants du M5-RFP. Malheureusement pour le régime, plusieurs membres, jeunes, mais de haut rang, des forces armées maliennes ont remis en cause la légitimité du régime et sa capacité à gérer les troubles sociaux croissants et la désobéissance civile des manifestants. Le matin du 18 août, lorsque le FORSAT tenta d'arrêter le chef de l'unité de sécurité du

président Keita à Kati (une ville de garnison à la périphérie de la capitale) pour avoir prétendument comploté avec les dirigeants du M5-RFP, les forces de Kati, dirigées par le colonel Malick Diaw, s'organisèrent et mirent en œuvre un plan pour forcer IBK à démissionner. Ainsi, les forces spéciales maliennes, dirigées par le colonel Assimi Goita, arrêtaient de hauts responsables du régime tandis que les colonels Sadio Camara et Modibo Koné prirent le contrôle du camp de la Garde nationale à Bamako et mirent aux arrêts son chef d'état-major, le général Ouahoun Koné. Goita arrêta par la suite de nombreux généraux des forces armées, tandis que Camara et Koné procédèrent à la «sécurisation» du président contre les manifestants qui se rassemblaient devant sa résidence privée de Bamako.

Alors que les arrestations à Bamako et les défections militaires vers le camp de la mutinerie étaient en cours, le colonel Diaw contacta des membres clés du M5-RFP pour les informer du soulèvement et exprimer ses préoccupations. Des membres de la direction du M5-RFP comme le Dr Oumar Mariko mobilisèrent leur réseau, provoquant des manifestations massives sur la place de l'Indépendance de Bamako. Incapable de s'échapper de sa résidence, le colonel Camara et la Garde nationale lui bloquant la sortie, et reconnaissant que des dizaines de milliers de manifestants étaient dans les rues, le président Keita accepta d'être escorté jusqu'à Kati, où, tard dans la nuit, lors d'une émission télévisée, il dissolut le gouvernement, ainsi que l'Assemblée nationale, et démissionna de la présidence.

Depuis avril 2020, le régime du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) était confronté à des pressions politiques croissantes, prenant la forme d'une large coalition sociopolitique qui exigeait sa démission. À partir de juin 2020, d'importants rassemblements anti-régime ont eu lieu à Bamako (et dans d'autres villes comme Kayes et Sikasso) pour réclamer la démission du président Keita. Le régime IBK a sévèrement réprimé les rassemblements qui se sont tenus le 10 juillet 2020 dans les quartiers de Bamako. Au moins 14 manifestants ont été tués par les Forces spéciales antiterroristes (FORSAT), une unité antiterroriste inter-agences lourdement armée. Des médiateurs, représentant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),

La « pré-transition » et les consultations

Dans une émission télévisée diffusée aux premières heures du 19 août, le Comité national pour le salut du peuple (CNSP), ainsi nommé par les colonels mutins qui avaient forcé IBK à quitter le pouvoir, a informé le peuple malien qu'ils avaient réalisé son souhait de changement. Le CNSP allait diriger les affaires de l'État pendant une période de transition, qui prendrait fin lors de nouvelles élections présidentielles. Dans cette déclaration, le CNSP rassurait les partenaires internationaux du Mali, tels que l'intervention antiterroriste française Barkhane, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies au Mali (MINUSMA) et d'autres, en réitérant leur ferme intention de poursuivre les partenariats établis. Le CNSP a également informé l'armée malienne et l'administration de l'État dans tout le pays qu'ils allaient rester à leurs postes et continuer à assumer leurs responsabilités opérationnelles. Le travail de l'État, tel qu'ordonné par le CNSP, devait se poursuivre.

Après la prise du pouvoir par le CNSP, ses actions et intentions sont restées ambivalentes. Plus précisément, les Maliens qui avaient soutenu le mouvement M5-RFP étaient divisés sur le rôle de la CNSP dans la mise en place de la transition. Les dirigeants du M5-RFP firent valoir qu'ils soutenaient les actions du CNSP perpétrées le 18 août, mais que ces actions ne faisaient que finaliser l'objectif initié par le mouvement des mois auparavant. C'est pourquoi ils affirmèrent que la CNSP devrait se retirer et permettre au M5-RFP de diriger la transition, ce que la CNSP n'avait pas l'intention de faire. L'imam Mahmoud Dicko, l'autorité morale du M5-RFP, déclara même que le CNSP ne devait pas s'attendre à bénéficier d'une carte blanche et jura de remplir à nouveau les rues de manifestants

si les forces armées ne consultaient pas le mouvement d'opposition et les groupes de la société civile.

Reconnaissant la nécessité d'impliquer une large partie de la société malienne, le CNSP organisa des consultations régionales les 5 et 6 septembre. Réunis dans les bâtiments des gouvernorats de toutes les régions du Mali, les responsables de l'administration, les militants et responsables des partis politiques locaux et des représentants de la société civile évaluèrent les problèmes les plus urgents et officialisèrent les orientations à prendre pour établir une feuille de route et une Charte de la transition. Parmi les questions les plus impératives figuraient celles de savoir si le président de la période de transition devait être une personnalité civile ou militaire, quelle était la durée prévue de la transition et ce qu'il fallait impliquer dans la « refonte » de l'État malien. Ces réunions ont ensuite été reprises au niveau national, à Bamako, la semaine suivante, du 10 au 12 septembre. Comme prévu, les consultations ont été marquées par d'importants désaccords politiques. Lorsque les réunions nationales se sont terminées et que le CNSP en a annoncé les résultats en lisant un projet de charte provisoire pour la transition, les représentants du M5-RFP ont rejeté la position de la junte et ont juré de résister au CNSP. D'autres représentants du M5-RFP, notamment ceux de la branche CMAS (Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko), ont déclaré que le mouvement sociopolitique était « mort d'une belle mort ». Ainsi, de nombreux citoyens étaient de plus en plus convaincus que la classe politique malienne, comme toujours, souhaitait plus s'insérer dans des réseaux clientélistes et accaparer les ressources de l'État pour son propre intérêt plutôt que remettre en cause les pratiques de gouvernance du Mali. Les débats sur le contenu de la transition qui ont eu lieu entre les citoyens maliens ont cependant été très utiles

pour relancer une discussion sur des sujets cruciaux : les contours du futur État malien, les façons de s'attaquer à la corruption de la classe politique et la signification et les limites de la participation démocratique dans le contexte malien.

La Charte de transition et les autorités nouvellement désignées

Alors que des versions provisoires de la Charte de transition avaient circulé jusqu'au 12 septembre, sa version officielle n'avait pas été publiée. Elle a finalement été rendue publique dans le Journal officiel du Mali le 1er octobre. Plusieurs aspects de la version initiale avaient été négociés par les parties prenantes, notamment les responsables de la CEDEAO. Tandis que le CNSP entretenait une illusion de délibération avec les Maliens, les versions provisoires de la Charte ont donné une indication claire que celui-ci n'avait pas l'intention de laisser le pouvoir aux politiciens du pays. Par exemple, la Charte désignait le CNSP pour choisir le président et le vice-président de la transition, le vice-président prenant la place du président si ce dernier était jugé inapte à exercer ses fonctions. Le CNSP aurait aussi un rôle important dans la désignation du premier ministre de la transition et l'organe législatif de la transition serait présidé par un responsable militaire. Étant donné que le vice-président de la transition serait responsable de toutes les questions de défense et de sécurité, et que la Charte prévoyait que le vice-président prenne la relève du président, il était tout à fait clair, pour tous les observateurs, que le CNSP prévoyait de contrôler le gouvernement jusqu'aux prochaines élections et n'avait pas l'intention de mettre en place un gouvernement civil.

”

« Bien que techniquement à la retraite, le CNSP s'est assuré les services d'un 'militaire' pour diriger la transition, secondé par la figure de proue du CNSP. »

La version officielle publiée le 1er octobre a, en partie du moins, adouci plusieurs de ces aspects. La clause selon laquelle le vice-président prendrait la relève du président a été supprimée, le président ne serait plus choisi par le CNSP mais par un comité d'experts composé par le CNSP et le chef du Conseil national de transition serait élu par ses membres au lieu que son siège soit automatiquement réservé à un responsable militaire. Il est clair que les sanctions de la CEDEAO prises contre le Mali début septembre ont inquiété la junte et l'ont obligée à faire certaines concessions qu'elle ne voulait pas faire auparavant, même si elles n'ont été que de nature cosmétique. Cela ne signifie pas pour autant que le CNSP n'a pas trouvé le moyen de contourner les points concédés. Par exemple, le 21 septembre, le colonel Malick Diaw a simplement déclaré au comité d'experts chargé de choisir le président de la transition que le président était Bah N'Daw - aucune délibération n'a eu lieu pour le choisir. Ainsi, cette concession faite à la CEDEAO était du pur théâtre. Le comité a également été informé que le vice-président était le colonel Goita, président du CNSP, sans aucune discussion.

La junte a donc démontré une réticence à céder et à revenir aux principes démocratiques et à la Constitution de la République. Elle s'est positionnée pour diriger la transition de facto tout en respectant les conditions de la CEDEAO, ce qui lui permettait d'abolir les sanctions économiques et de mobilité. En outre, alors que la condition essentielle de l'organisation régionale était que la transition soit dirigée par des civils, N'Daw était un officier de carrière, un colonel-major de l'Armée de l'air et ancien ministre de la Défense sous le régime d'IBK. Bien que techniquement à la retraite, le CNSP

s'est assuré les services d'un « militaire » pour diriger la transition, secondé par la figure de proue du CNSP. Enfin, deux jours après la prestation de serment de N'Daw et Goita, le 25 septembre, N'Daw a nommé le diplomate de carrière Moustapha Ouane au poste de premier ministre. La veille seulement, N'Daw et Goita avaient demandé au M5-RFP de soumettre leurs candidats à ce poste, ce qui indique clairement que le CNSP avait déjà pris la décision de sélectionner Ouane. Les actions du CNSP démontrent que leurs promesses d'inclusion et de réformes de fond après le coup d'État comportent une teinte autoritaire qui témoigne d'une faible confiance dans la classe politique malienne.

Transition fermée ?

Les Maliens avaient de grands espoirs que le coup d'État permettrait de repenser fondamentalement le fonctionnement de l'État malien. Un mot-clic populaire dans la twittosphère malienne, #MaTransition, incarnait les attentes des citoyens. En effet, une majorité d'entre eux étaient favorables à ce que ce soient des officiers militaires qui dirigent la transition plutôt que des acteurs civils. Mais ils ne l'étaient que parce qu'ils étaient profondément convaincus que les événements du 18 août 2020 allaient conduire à l'éradication des pratiques de corruption généralisées et que la situation sécuritaire du pays allait s'améliorer progressivement. Malheureusement, alors que l'année 2020 touchait à sa fin, les mêmes pratiques de corruption semblaient subsister : le CNSP avait attribué des postes au sein du Conseil national de la transition à des soldats fidèles aux organisateurs du putsch, ainsi que des postes administratifs dans les ministères à

d'autres, que les putschistes espèrent faire entrer dans leurs réseaux de patronage. On peut difficilement dire que la situation sécuritaire du Mali s'est aussi beaucoup améliorée. En grande pompe, fin octobre, le vice-président Goita a pourtant fait une apparition à Farabougou, une ville assiégée depuis septembre par les forces djihadistes. Mais à ce jour, l'armée n'a pas réussi à déloger ces groupes armés non étatiques et la violence dans les zones environnantes a pris un aspect intercommunautaire similaire à celui que l'on trouve ailleurs dans le pays. Ainsi, les espoirs des Maliens de repenser les bases sociopolitiques de leur État se sont pratiquement éteints et une logique de « business as usual » s'est installée dans le pays. À moins que les autorités de transition n'entreprennent une volte-face dramatique pendant la période de leur mandat de 18 mois, la crise multidimensionnelle du Mali a peu de chances de se résorber au bénéfice de tous les citoyens maliens, et de la région dans son ensemble.



Des soldats de la paix rwandais de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA) patrouillent dans les rues de Gao, dans le nord du Mali.

La transition au Mali : entre transformation et statu quo

Par Jonathan M. Sears

Jonathan M. Sears

Professeur agrégé en études de développement international

Collège Menno Simons (Université mennonite canadienne à l'Université de Winnipeg).

j.sears@uwinnipeg.ca

Twitter : @dr_jsears

Dans le contexte d'une crise multidimensionnelle en cours depuis au moins 2012, la transition au Mali au cours des prochains mois sera insuffisante pour que des progrès significatifs soient réalisés par rapport aux ambitions affichées. En effet, ces ambitions nécessitent une « unité » interne minimale entre les institutions et les acteurs de la transition en vue de la « nécessité d'une trêve sociale pour permettre aux autorités de la transition de poser les bases de la refondation de l'État »¹.

Cependant, il est déjà évident que le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) a fixé la composition du gouvernement de transition et du Conseil national de transition (CNT) afin de marginaliser l'influence des dirigeants les plus autoritaires des mouvements populaires. Ceux-là mêmes qui ont contribué à pousser l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) à démissionner en août 2020². À la suite de cette forme de coup d'État, la Charte de la transition prétend « compléter » la constitution existante de 1992, avec pour objectif de « combler le vide constitutionnel et institutionnel dans la conduite des affaires publiques »³. Mais là encore, même si les partenaires internationaux du Mali ont accepté les bonnes intentions des putschistes, la transition qui se dessine semble déjà manquer « d'imagination, d'introspection et d'autocritique »⁴.

La refondation ou le retour de l'autorité de l'État malien ?

Ces lacunes sont critiquées régulièrement concernant les demandes de « refonder »

l'État malien. Cette volonté affichée, liée à l'expérience malienne de la mauvaise gouvernance, est difficile à mettre en place car pour certains le « retour de l'État » signifie une « refondation », tandis que pour d'autres cela signifie la « stabilisation », cette dernière étant synonyme d'une forme de statu quo pour l'État malien⁵. Le retour au statu quo d'avant 2012 aurait pour conséquence de diminuer encore les capacités, la crédibilité et la légitimité de l'État. Si le Mali jouit toujours d'une réputation acquise depuis 20 ans de « démocratie modèle » et de « bien-aimé des donateurs », les crises depuis 2012 ont dévoilé les bases fragiles de cette réputation⁶. Le déroulement relativement réussi des élections depuis 1992 ne s'est pas traduit par des institutions solides et responsables. Les fonctionnaires, qu'ils soient de haut ou de bas rang, restent isolés des préoccupations et du mécontentement de la population en général, de par la corruption, le népotisme, la négligence et la prédation.

Cet échec des structures étatiques, et la litanie d'espairs déçus qu'il a engendrée ont profondément marqué la société malienne⁷. Lors du coup d'État de 1991 contre la dictature

¹ [Charte de transition du Mali](#). 1^{er} octobre 2020. Titre 1, Chapitre 2, « Des Missions ». Journal officiel.

² Il reste à voir si la marginalisation des leaders moraux du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) est politiquement astucieuse ou naïf. Entretien, 11 octobre 2020, ancien ministre, par téléphone. Voir dans ce bulletin les articles de [Kalilou Sidibé](#) et d'[Adam Sandor](#).

³ Charte de transition du Mali. 1^{er} octobre 2020. La Charte maintient que l'ancien président IBK a quitté ses fonctions librement et volontairement.

⁴ Alex Thurston. 3 septembre 2020. « [The International Community's Soft Acceptance of the Coup in Mali](#) ». *International Peace Institute Global Observatory*.

⁵ Entretien, 28 avril 2017, Bamako, ancien ministre et auteur. Voir aussi Sy, Ousmane, Ambroise Dakouo et Kadari Traore. 2016. [Dialogue national au Mali : Leçons de la Conférence Nationale de 1991 pour le processus de sortie de crise – Étude de Cas](#). Berlin : Berghof Foundation.

⁶ Isaline Bergamaschi. 2014. « The fall of a donor darling: The role of aid in Mali's crisis ». *Journal of Modern African Studies*, no 52(3), pp. 347-378. Traduction par l'auteur.

⁷ Jonathan Sears. 2017. [Espoirs de gouvernance déçus et crise persistante au Mali](#). Montréal : Centre FrancoPaix.



« Un programme de réforme rigoureux — pour faire face aux pouvoirs et aux privilèges en place dans l'ensemble de la bureaucratie nationale et de la classe politique transnationale — serait une menace pour une classe politique déjà fragile et fragmentée. »

militaire de Moussa Traoré, la transition qui a suivi a produit une conférence nationale, une nouvelle constitution, un code électoral et une charte des partis. Une «révolution du peuple» a ainsi permis la transition vers des élections multipartites en 1992 et une classe politique civile émergente s'est installée au pouvoir. À partir de ces transformations, cette classe politique hétérogène a recherché sa cohérence interne, et a renforcé sa légitimité et son efficacité. Bien que la démocratisation ait ouvert la compétition pour le pouvoir d'État, l'exercice de ce pouvoir ne sert pas encore le plus grand nombre de Maliens, et manque de représentativité. Avec l'héritage et les liens existants avec l'ancien régime militaire pré-1992, les dirigeants maliens restent largement à l'abri de la reddition de compte et il manque une volonté politique de mettre en place des mécanismes de contrôle du pouvoir politique⁸. Depuis les années 1990, les gouvernements de coalition et de consensus ont limité le pluralisme politique, renforcé le régime «ultra-présidentiel» et miné les réformes. En outre, les cultures institutionnelles et les comportements tenaces et répandus des fonctionnaires permettent ou encouragent la corruption à toutes les échelles, et - surtout - permettent l'impunité de ces méfaits⁹.

Les échecs du succès : résister à la réforme fonctionne toujours pour certains

Comme beaucoup de systèmes complexes, l'environnement social, politique et économique malien est caractérisé par des dynamiques qui résistent aux volontés de changement. Dans le passé, tout comme dans la transition actuelle, les dirigeants du Mali

ont soigneusement organisé les coalitions et réseaux de clients. En outre, comme lors des coups d'État et des transitions précédentes, tous les secteurs de la société - et non seulement les élites - cherchent à renégocier leur accès aux ressources publiques et privées par le biais de l'État. Ainsi, le coup d'État de 2020 n'a pas constitué une rupture et ni marqué un potentiel de changement. Qu'ils soient établis par la voie du tryptique «coup d'État - transition - élections» ou simplement par renouvellement électoral, les régimes maliens ont offert peu d'opportunités économiques et encore moins de transformations politiques, au-delà de celles qui se focalisent sur une classe politique urbaine et des partenaires et donateurs centrés sur Bamako et les capitales régionales. Ayant suscité l'espoir des Maliens pour un changement au-delà du modus vivendi d'IBK (2013-2020) et d'Amadou Toumani Touré (2002-2012), le CNSP tempère déjà ses ambitions de transition et signale que les tendances profondes changeront le moins possible¹⁰.

Tel qu'ils sont réunis dans la transition, les «représentants des forces vives» (et les acteurs de toute la bureaucratie) résisteront ou s'adapteront aux réformes. Ils préserveront ainsi leurs relations clientélistes, qui sont bénéfiques pour eux-mêmes et pour leurs réseaux, même si ces relations sont asymétriques. Cette préservation de l'intérêt personnel et des réseaux est cruciale pour la lutte visant à consolider l'unité interne de la classe dirigeante/politique (qui incluent les officiers des forces armées) dans les conditions actuelles. Alors que la paix sociale malienne s'est progressivement effondrée depuis environ 2006-2007, les luttes se sont intensifiées pour maintenir l'unité de la classe politique, de plus en plus fragile. Un programme de réforme rigoureux - pour faire

face aux pouvoirs et aux privilèges en place dans l'ensemble de la bureaucratie nationale et de la classe politique transnationale - serait une menace pour une classe politique déjà fragile et fragmentée.

En fin de compte, les héritages de l'époque de l'indépendance, de la période de démocratisation jusqu'à aujourd'hui, priorisent la préservation de l'unité de la classe politique, la gestion du leadership des forces vives nationales en tant que clients de l'État et la maîtrise des attentes populaires concernant les changements dans l'exercice du pouvoir de l'État. La transition actuelle au Mali pourrait mener à des élections crédibles en 2022¹¹. Toutefois, une transition qui reproduit le statu quo, c'est-à-dire qui préserve autant que possible la cohésion d'une classe dirigeante diverse et fractionnée, risque de ne pas prendre en compte l'ampleur de la déception des Maliens face aux espoirs non réalisés, ni de répondre aux attentes des mouvements populaires. Ainsi, les Maliens et leurs partenaires peuvent s'attendre à peu de progrès pour refonder la capacité et la légitimité de l'État malien. En fait, la transition vers la transformation que de nombreux Maliens souhaitent est sur une voie de stagnation. Reproduire le modus vivendi de la classe politique malienne depuis 2013 (et avant) laissera le régime, et les Maliens en général, vulnérables à une crise qui persistera et peut-être à un retour du désordre social.

⁸ Shaka Bagayoko. 1999. *Cheminement du Mali vers un espace politique pluriel*. Bamako : Association Joliba and Konrad Adenauer Fondation.

⁹ World Bank. 2010. *Silent and Lethal: How Quiet Corruption Undermines Africa's Development*. Africa Development Indicators 2010.

¹⁰ Andrew Lebovich note que « le CNSP semble peu disposé à poursuivre une véritable réforme ». Andrew Lebovich. 6 octobre 2020. « [Commentary - Mali's transitional government: The dangers of the junta clinging to power](#) ». European Council on Foreign Relations.

¹¹ Voir les préoccupations et recommandations suscitées par les présidentielles de 2018 : Union européenne. 2018. [Mission d'observation électorale de l'Union européenne - Mali 2018](#). Rapport final.

Des aspirations du M5-RFP à la réalité du CNSP

Par Kalilou Sidibé

Kalilou Sidibé

Professeur de science politique,
Université de Bamako

sidibekalilou@hotmail.com

Le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) a énoncé les éléments principaux du programme de la transition en organisant des journées de concertation nationale du 10 au 12 septembre 2020. Ces consultations visaient à adopter la feuille de route et la charte censées conduire la transition. À l'issue de cette concertation, six grands axes prioritaires ont été dégagés : rétablissement et renforcement de la défense et de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, promotion de la bonne gouvernance, réformes politiques et institutionnelles, pacte de stabilité sociale, organisation des élections générales et promotion des droits de l'homme. Une charte a aussi été produite définissant les organes de la transition (un président et un vice-président, un gouvernement de 25 membres et un conseil national de 121 membres pour une durée de 18 mois¹).

Les documents de la transition ont été adoptés par les forces vives à l'exception du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des

forces patriotiques (M5-RFP) qui s'est opposé à l'architecture de la Charte en évoquant «une tentative de confiscation de la transition par les militaires». Dans un communiqué publié le 12 septembre 2020, le M5-RFP a dénoncé plusieurs points de la Charte : les prérogatives du vice-président de la transition, la composition et le mode de désignation des membres du collège servant à désigner du président de la transition et l'acte fixant la clé de répartition entre les composantes du Conseil national de transition.

Contrairement aux aspirations du M5-RFP qui a remis au CNSP un document sur sa vision d'un Mali nouveau et la conduite de la transition, le CNSP a voulu se mettre à équidistance vis-à-vis des acteurs politiques. L'attitude du CNSP est considérée par le M5-RFP comme une confiscation des résultats de sa lutte en complicité avec l'ancien régime. C'est la raison pour laquelle le M5-RFP conteste les résultats de la concertation.

La recomposition de la carte politique

La transition initie une nouvelle configuration politique au Mali. La stratégie du CNSP semble parvenir à ses fins : émietter la force du M5-RFP afin de mieux réussir la transition politique. La Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS) de l'imam Dicko s'est retirée de M5-RFP, mais aussi de la mouvance

de Oumar Mariko. Si ces deux mouvements estiment que l'objectif de rassemblement a été atteint (la démission du président IBK et son régime), on peut voir dans cette scission une volonté de se démarquer de l'ancienne classe politique fortement critiquée par les Maliens. De nouvelles alliances politiques se dessinent pour les prochaines échéances électorales en vue de parvenir à une véritable alternance au pouvoir. En revanche, les principaux partis politiques traditionnels sont à la recherche d'un nouveau souffle pour reconquérir le pouvoir comme l'atteste la récente rencontre des partis de l'ancienne majorité présidentielle (EPM) du 9 novembre dernier et l'annonce du congrès de l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adema).

Quant à l'ancienne opposition, la libération de Soumaila Cissé en octobre 2020, ancien chef de file de l'opposition, avait été accueillie avec beaucoup d'espoirs, avant sa mort subite de la COVID-19 en décembre. Cependant, la volonté exprimée çà et là de rompre avec le système politique mis en place en 1991 incite les partis traditionnels à la prudence. C'est dans cette perspective de renouvellement de la classe politique que le CNSP affiche sa volonté de contrôler le Conseil national de transition (CNT). Dans un entretien au siège de CNSP, un officier supérieur affirmait : «pour changer radicalement l'évolution du système politique de notre pays, il faut dominer l'organe législatif de la transition en vue d'engager des réformes politiques et institutionnelles refondatrices de la démocratie au Mali». Ceci

¹ Le décret adopté le 9 novembre, portant la clé de répartition des 121 membres, octroie 22 places aux forces de défense et de sécurité, 8 au M5-RFP et 11 à l'ensemble des partis politiques.

dit, au regard de la complexité de la crise multidimensionnelle que le Mali traverse, les chances d'une alternance générationnelle paraissent faibles.

La lutte contre la corruption en tant que source de légitimité pour les autorités de la transition

La gouvernance au Mali a été marquée par la corruption, le détournement de deniers publics et l'impunité. Les autorités de la transition cherchent à se démarquer à travers la lutte contre la corruption et l'impunité qui minent la vie publique malienne et contribuent au niveau de pauvreté grandissant de la population. Ainsi lors de son discours d'investiture, le président de la transition a mis la lutte contre l'impunité au cœur de son action politique. C'est pourquoi la transition a fait de la lutte contre la corruption sa marque de fabrique et source de légitimité populaire qui la distinguerait des différents régimes

successifs. Ainsi, depuis la présentation du rapport 2019 du Bureau du vérificateur général, quatre responsables des structures épinglées ont été déferés au Pôle économique et financier du Tribunal de la commune III de Bamako. Le gouvernement rassure que tous répondront de leurs actes devant la justice. Cette détermination de lutter contre l'impunité et la corruption inquiète les états-majors des politiques ayant des ramifications dans les milieux d'affaires, pourvoyeurs de fonds de campagne.

Le poids du militarisme dans la régulation politico-institutionnelle au Mali s'avère déterminant dans l'arène politique malienne. Cela pose avec acuité le problème du rôle de l'armée dans le processus démocratique entamé en 1991. Si la désignation du président et d'un premier ministre de la transition a permis de lever les sanctions économiques et suspensions des instances des organisations régionales (CEDEAO, Union africaine, Francophonie), des obstacles majeurs entravent encore la transition réussie en tant que garantie de la démocratie malienne : opacité dans le processus de désignation des membres du Conseil national

de transition, volonté de mise à l'écart de la classe politique dans la gestion des affaires de l'État, etc. Pour le moment, il semble que la question de l'avenir démocratique du Mali ait été reléguée, au mieux, au second rang.



Les membres du Conseil de sécurité et les dirigeants de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA) rendent hommage aux soldats de la paix qui sont morts dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la mission.

La Russie et le coup d'État au Mali : héritage historique et logiques géopolitiques

Par Tatiana Smirnova

Tatiana Smirnova

Postdoctorante, CentreFrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand

taniyasmirnova@yahoo.fr

Twitter : @TaniaSmirnov2

Le 21 août 2020, le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) accueillait la délégation russe avant toute autre représentation diplomatique. Et le 22 septembre, à l'occasion des festivités soulignant les 60 ans d'indépendance du Mali, les drapeaux russes flottaient à la vue de tous. Ces épisodes ont suscité des réactions variées allant de l'hypothèse d'une implication directe de la Russie dans le coup d'État (étant donné que les colonels maliens Malick Diaw et Sadio Camara rentraient d'une formation militaire en Russie) jusqu'aux soupçons que les Russes favorisaient leurs intérêts pour l'exploitation des minerais maliens. Depuis 2016, des appels à l'aide militaire de la Russie - en remplacement de l'opération Barkhane - ont été explicitement lancés par le Groupement des patriotes maliens (GPM). Le GPM affirme avoir déposé en janvier 2019 plus de 8 millions de signatures auprès de l'ambassade russe de Bamako en soutien à la « redynamisation »

de la coopération.¹ La position du GPM est sans ambiguïté : « la Russie est un partenaire franc et sincère, le peuple du Mali est trahi par la communauté internationale à travers la MINUSMA et Barkhane. Nous ne finissons pas de compter nos morts tous les jours. Nous ne savons pas qui est terroriste au Mali ».² Même le président Macron a contribué à ces discours en évoquant, au sommet de Pau de janvier 2020, l'implication de « puissances étrangères ».³

La médiatisation du rôle de la Russie en Afrique, alimentée également par le sommet « Russie-Afrique » d'octobre 2019, a donné lieu à diverses analyses expliquant le « retour » de la Russie sur le continent. Présentées dans la majorité des cas à travers le prisme d'une confrontation avec « l'Occident », elles se font l'écho de récits de la guerre froide. À bien des égards, ces analyses semblent souligner que la présence de la Russie au Sahel détourne l'attention d'une approche internationale dont la déficience est de plus en plus apparente.

Certains Maliens demandent l'appui de la Russie, sinon son intervention militaire. Ces appels s'inscrivent dans une critique et des ressentis face aux défaillances de l'approche internationale. Ces perceptions sont accentuées par la mémoire encore vive de la coopération avec l'URSS qui présentait toujours une sorte de voie « alternative » aux pays occidentaux. En dépit de cet historique,

le Mali occupe aujourd'hui une place relativement marginale dans la coopération économique et militaire. Il ne s'agit pas d'un « retour » de la Russie sur le continent, mais d'un processus de profonde restructuration des relations qui, paradoxalement, ne s'appuie pas tant sur le capital social et les réseaux de l'époque soviétique que sur des opportunités économiques et une rationalité géopolitique dans certaines régions, y compris au Sahel.

Pragmatisme économique

Plus de 30 ans de coopération avec l'URSS ont contribué à construire des liens solides avec plusieurs pays du continent africain. Paradoxalement, aujourd'hui, les principaux partenariats développés par la Fédération de la Russie ne s'appuient pas tant sur la crédibilité et les héritages du passé soviétique que sur des choix pragmatiques. À titre d'exemple, les principaux partenaires de la Russie ne sont plus l'Angola ou l'Éthiopie (« traditionnels » pour l'URSS), mais l'Algérie et l'Égypte⁴ avec lesquels l'URSS était, certes, profondément liée, mais de manière ambivalente, ce qui s'explique par une compétition intense pour l'influence politique et économique avec les pays occidentaux⁵.

¹ Groupe des patriotes du Mali. Juillet 2020. « L'itinéraire du GPM. Coopération Mali-Russie ».

² Ibid.

³ France 24. 13 janvier 2020. « [G5 Sahel : Emmanuel Macron annonce l'envoi de 220 militaires supplémentaires](#) ».

⁴ SIPRI. 2020. « [Trends in international arms transfers, 2019](#) ».

⁵ Bogucharskiy, E. 2008. « [SSSR i Algir. 60-e 70-e godui XX veka](#) » // « L'URSS et l'Algérie. Les années 60-70 du XXe siècle ». *Novaya i noveushaya istoriya* no 3, pp. 51-64.



« Il ne s'agit pas d'un 'retour' de la Russie sur le continent, mais d'un processus de profonde restructuration des relations qui, paradoxalement, ne s'appuie pas tant sur le capital social et les réseaux de l'époque soviétique que sur des opportunités économiques et une rationalité géopolitique dans certaines régions, y compris au Sahel. »

La Russie s'investit principalement dans trois secteurs : le nucléaire, l'agriculture et la défense, ce dernier attirant davantage l'attention médiatique à cause des diverses activités de compagnies militaires privées en Lybie, au Mozambique et en République centrafricaine. Dans le même temps, la Russie est relativement « absente » du marché des armes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, pourtant en guerre depuis 2012. La Russie cherche à occuper les espaces non saturés par la présence d'autres acteurs internationaux, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'un « pragmatisme économique »⁶ plutôt que d'une véritable stratégie géopolitique.

Ce pragmatisme économique était présent durant l'époque soviétique : si l'URSS soutenait et aidait les pays « socialistes » (comme le Mali avant 1968), il cherchait aussi des avantages économiques (on peut penser au projet de construction de l'usine d'Ajaokuta au Nigeria). La rupture avec l'époque soviétique marqua un tournant, passant d'une approche globale vers une approche centrée sur l'utilisation de compagnies privées. Pendant les années soviétiques, les activités de coopération étaient subordonnées au système centralisé de régulation du pouvoir. Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque le cadre institutionnel et juridique d'une multitude d'entreprises permet une marge de manœuvre pour agir en fonction des opportunités et des ouvertures

économiques et géopolitiques. Il reste à comprendre le degré de coordination avec le Kremlin et le niveau de centralisation des décisions dans les domaines stratégiques, comme la coopération militaire, le secteur nucléaire voire même l'agriculture. Dans quelle mesure la Russie cherche-t-elle à accroître son influence politique à travers les contrats économiques ?

Exporter la « paix » ?

Entre 2017 et 2019, la Russie a signé divers accords de défense avec les pays du G5 Sahel (à l'exception de la Mauritanie). En juin 2019, lors de la rencontre avec le ministre de la Défense malien, son homologue russe a déclaré que la Russie était prête à « contribuer à la normalisation de la situation au Mali et à la création de conditions pour une paix et une stabilité durables⁷ ». En effet, l'État islamique opère dans les zones du continent où la Russie est présente. De plus, la Fédération de la Russie a ses propres préoccupations de sécurité, ayant été directement touchée par plusieurs attaques comme celle du 31 octobre 2015 lorsque le vol 9268 Metrojet russe fut abattu, causant la mort de plus de 200 personnes. Cet attentat fut revendiqué par la Province de l'État islamique du Sinaï⁸. À partir du moment où la lutte « anti-terroriste » est devenue un enjeu géostratégique, la Russie n'est pas restée à l'écart. On lui prête ainsi l'intention de

vouloir le statut d'observateur au G5-Sahel⁹, ce qui n'a pas été confirmé à ce jour.

Confrontée à des conflits à ses frontières en Ukraine, au Haut-Karabagh, et engagée dans la guerre en Syrie, la Russie n'a pas suffisamment de moyens pour s'investir au Sahel. La course aux armements, telle qu'elle existait pendant la guerre froide, est terminée¹⁰. Si le Mali peut présenter un intérêt stratégique par son positionnement géographique (surtout grâce à ses frontières avec la Libye et l'Algérie où la Russie est présente), ce sont les intérêts économiques et, peut-être aussi, la valeur symbolique du Mali dans les relations URSS-Afrique¹¹ qui priment.

Le 17 juin 2019, Igor Gromyko, diplomate respecté de carrière, petit-fils du ministre des Affaires étrangères (1957-1985) et fils du directeur de l'Institut d'Afrique à Moscou (1976-1992) a été nommé au poste d'ambassadeur au Mali. Probablement, cette nomination est d'une coïncidence circonstancielle, mais elle revêt aussi un sens, faisant un pont symbolique avec le passé soviétique et rappelant aussi que le Mali reste considéré comme important pour la Russie.

La Russie n'est pas prête à s'engager militairement à grande échelle, mais elle peut s'investir ailleurs¹² comme dans la médiation ou la construction de nouvelles alliances

⁶ Maslov, A. 2019. « [No Sentiment, All Pragmatism as Russia Unveils New Approach to Africa](#) ».

⁷ RIA Novosti. 25 juin 2019. « [La Russie est prête à coopérer pour la normalisation de la situation au Mali, a déclaré Sergei Shoigu](#) ».

⁸ Le jour-même de l'attentat, celui-ci a été revendiqué par un communiqué officiel de l'État islamique central, qui l'a attribué à sa province du Sinaï. Le communiqué a été publié sur un compte Twitter de l'État islamique. Dans le 12^e numéro du magazine *Dabiq*, paru en 2015, l'État islamique a publié un article spécifiquement consacré à l'attentat. Cet article se trouve aux pages 2 et 3 du magazine.

⁹ Kalika, A. 2019. « [Russia's "Great Return" to Africa?](#) ». Notes de l'IFRI, no 114, p. 11.

¹⁰ Karaganov, S. & Suslov, D. 2019. « Novoe ponimanie i puti ukrepleniya mngostoronney stratechiseskoy stabilnosti » // « [Une nouvelle compréhension et des moyens de renforcer la stabilité stratégique multilatérale](#) ». École des hautes études en sciences économiques, p. 10.

¹¹ Smirnova, T. & Rillon, O. 2017. « When Malian Women Looked to the USSR (1961-1991) : The Challenges of Educational Cooperation for Women ». *Cahiers d'études africaines*, no 226(2), pp. 331-354.

¹² Selon le rapport d'experts préparé pour les parlementaires russes qui analysent la coopération entre la Russie et l'Afrique dans un domaine de sécurité en tant que facteur de paix et de stabilité en Afrique : « La Russie est prête à promouvoir des solutions globales aux besoins de sécurité du continent ». International Forum Development of Parliamentarism. « [Russia-Africa. Analytical materials](#) », p. 14.

régionales. Ses relatives bonnes relations avec l'Algérie (surtout par contraste avec celles que la France entretient avec son ancienne colonie), avec l'Égypte et son poids en Libye pourraient y contribuer.

Conclusion

Le processus de reconfiguration des relations entre la Russie et l'Afrique ne repose pas tant sur l'héritage de réseaux soviétiques que sur des opportunités qui émergent. Ce fut, par exemple, le cas avec l'Égypte. En raison de frictions avec les États-Unis suite au coup d'État militaire de 2013, l'Égypte a diversifié ses fournisseurs d'armes, faisant notamment appel à la Russie et à la France¹³. Contrairement à certains mythes, les relations entre la Russie et l'Afrique n'obéissent pas forcément à une logique de contrôle strictement verticale et venant du « Kremlin », ce qui ne veut pas dire non plus que toute logique de coordination est complètement absente.

La dynamique de développement des relations entre la Russie et l'Afrique s'inscrit indubitablement dans une tendance de diversification des partenariats sur le continent depuis les années 2000, cette diversification étant également alimentée par les nouvelles relations établies par Chine, l'Inde et la Turquie. La Russie continue à développer son réseau et prépare actuellement le deuxième forum « Russie-Afrique », qui devrait se tenir à Sotchi en 2022.

La véritable question qui se pose dès lors est l'aptitude de la Russie à influencer les joutes ou enjeux politiques sur le continent et au Sahel spécifiquement. Du fait de son passé soviétique, la Russie risque d'être probablement toujours perçue comme une voie « alternative », particulièrement au Mali. Dans le même temps, les échecs et l'impasse des interventions internationales contribuent à élargir le champ du possible pour les États sahéliens.



Le président Vladimir Poutine et plusieurs chefs d'État du continent africain dont Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud participent à la session plénière du sommet Russie-Afrique tenu à Sotchi en Russie, en 2019.

¹³ SIPRI. 2020. « [Trends in international arms transfers, 2019](#) ».

Entretien avec Moustapha Dicko

Réalisé par Jonathan M. Sears

Entretien avec Moustapha Dicko

Ancien ministre sous les présidences d'Alpha Oumar Konaré et d'Ibrahim Boubacar Keïta

Réalisé le 12 novembre 2020

Quels liens pouvons-nous faire entre le coup d'État de 2020 et les précédents ?

Ces différents coups ne se ressemblent pas parce que la chute de Modibo Keita [en 1968] faisait suite à la fatigue du peuple face aux réformes trop rapides et aux exactions des miliciens qui empiétaient sur les libertés individuelles. Les militaires, ayant réalisé le coup d'État, avaient promis d'y mettre fin et de rendre le pouvoir aux civils dans un délai de six mois. Mais ils se sont installés de 1968 à 1991. N'ayant pas respecté leur parole, ils durent faire face à une lutte sans merci contre leur pouvoir. Il faut dire que tous les enseignants du pays, les élèves et les étudiants -l'intelligentsia- ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour venir à bout de ce régime militaire. Beaucoup d'enseignants et de cadres ont subi dans leur chair les affres de cette dictature et les bagnes de Moussa Traoré. Les acteurs du 26 mars [1991], ce sont des hommes et des femmes qui ont consciemment mené une lutte pendant des décennies. C'est vrai que c'était dans l'air du temps (la chute du mur de Berlin et des régimes du bloc de l'Est, les conférences nationales) mais cette

lutte a été longue et difficile, et elle a broyé des vies entières dans notre pays.

Les événements de 2012 étaient un coup d'État. Cependant, même s'ils s'inscrivaient dans le cadre d'une situation délétère à la tête de l'État, du mécontentement du peuple, ce coup d'État ne découlait pas d'une insurrection populaire. C'est pour cela que la transition a été menée ainsi. C'est le président de l'Assemblée nationale qui a assuré l'interim (même si l'interim a duré plus que les délais constitutionnels, l'esprit était le même). Ce qui s'est passé en 2020 est un peu semblable à 2012. À une différence près : le peuple était dans la rue, réclamant le départ du président de la République et de son régime, revendiquant plus de démocratie, une bonne gouvernance, la paix et l'intégrité du territoire. Mais il n'y avait pas de leaders au plan idéologique de ce mouvement-là, même si des leaders occasionnels ont ponctuellement encadré le mouvement. Ce n'était pas un mouvement organisé, préparé de longue date, parce que quand vous considérez attentivement le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), vous voyez que les hommes et les femmes qui sont au sein de ce mouvement ne formaient pas un groupe cohérent partageant une idéologie, une vision, eux-mêmes ne savaient parfois pas si Mahmoud Dicko était leur autorité politique ou leur autorité morale. Et ce n'est pas étonnant que des divisions soient apparues immédiatement après la chute du régime.

Et que pensez-vous de la transition en cours ?

Tous ces regroupements - la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS), l'Espoir Mali Koura (Mali nouveau); le Front de

sauvegarde de la démocratie (FSD), Anw ko mali dron (Seul le Mali compte) - se sont retrouvés dans le mouvement M5-RFP contre le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Quand on regarde le parcours de ces hommes et de ces femmes, on voit que ce qui les liait, c'était le rejet du régime de IBK. Ce n'est pas une force homogène. Quand on regarde la place de l'Indépendance qui se remplit à l'appel de Mahmoud Dicko, avec les discours des Choguel Maïga, Cheick Oumar Sissoko, Mme Sy Kadiatou Sow, Mountaga Tall etc., il est clair que le mouvement est totalement hétérogène. Même des membres du comité exécutif de l'ADEMA - Parti africain pour la solidarité et la justice (parti de la majorité officiellement) - étaient sur la place de l'Indépendance. L'union venait de la frustration qui était latente, fondée sur les limites que le régime IBK et sa mauvaise gouvernance avaient atteintes. Immédiatement après la chute du régime, les acteurs du M5-RFP se séparent parce qu'idéologiquement, s'ils ne sont pas antagoniques, ils ne sont pas très proches les uns des autres.

Nous avons une transition aujourd'hui à la tête de laquelle les militaires ont mis un ancien militaire. Ils ont coupé les liens avec le M5-RFP et avec la classe politique tout entière. Je sais que le M5-RFP a déjà déclaré ne pas vouloir participer au Conseil national de transition dans les conditions imposées par la junte militaire. Aujourd'hui, la situation n'est pas facile. Surtout qu'il y a des revendications catégorielles qui se dessinent et qu'il y a déjà des grèves en cours. Les choses ne sont pas encore stabilisées. L'insécurité dans le pays est toujours de mise, une bonne partie du territoire national est toujours en

dehors du giron de l'État. Le Centre est occupé, et ce n'est pas que le Centre, malheureusement ! Beaucoup de problèmes demeurent et dont une incapacité entre acteurs politiques à s'accorder sur une transition et à changer la gouvernance de ce pays.

Un autre moment fort qui a frappé les esprits est l'enlèvement et le retour de Soumaila Cissé (avant sa mort tragique de la COVID-19 en décembre). Pouvons-nous parler d'un « effet Cissé » dans le contexte de la transition ?

Je pense que l'enlèvement de Soumaila Cissé était l'une de ces multiples preuves que nous n'avons pas d'État. Un État qui ne sait pas prévenir, ne sait pas protéger, ne sait pas se défendre, mais aussi défendre ses institutions et ses citoyens. En effet, on ne peut pas comprendre que le chef de file de l'opposition soit laissé à son sort, qu'on puisse l'enlever dans sa circonscription électorale et qu'on ne puisse même pas savoir qui l'a enlevé, comment s'est passé son enlèvement, ni comment le retrouver. C'était un moment d'humiliation totale. Je ne sais pas si les Maliens réalisent jusqu'à quel point cela prouve la déliquescence de notre État. Je pense vraiment que les Maliens du Centre et du Nord savent très bien que le pays est entre les mains de bandits et autres, et que l'État ne contrôle pratiquement plus les deux tiers du pays. Les Maliens le savent. Mais au point où il est possible d'enlever le chef de file l'opposition en pleine campagne électorale ? C'était particulièrement inquiétant.

D'un point de vue symbolique, l'échange de prisonniers aboutissant à la libération de Soumaila Cissé a montré que l'État est capable de mobiliser les moyens nécessaires pour rétablir son image d'État. Il doit prendre toutes les dispositions pour que la nouvelle situation

ainsi créée (libération de terroristes) puisse être contenue. Dieu merci qu'il (Soumaila Cissé) soit revenu. Je pense que c'est une très bonne nouvelle [Soumaila Cissé est décédé de la COVID-19 à Paris le 25 décembre 2020].

Que pensez-vous des partenaires internationaux du Mali à la suite du coup d'État ?

En général, quand il y a des ruptures comme un coup d'État, l'on garde quand même les pactes internationaux. Le Mali est un pays très éprouvé depuis 2010-11. Des actes de terrorisme et de violence sont plus fréquents de jour en jour et progressent. L'État se rétrécit chaque jour un peu plus. Le Mali ne peut pas s'en sortir seul - c'est évident. Donc le Mali ne peut pas récuser les engagements internationaux. Vous avez vu qu'il y a eu les concertations nationales demandant que l'accord d'Alger [de 2015] soit revu, du moins pour les parties qui peuvent être revues. Je pense que c'est normal, parce que cet accord a été signé en 2015 et on n'arrive toujours pas à le mettre en œuvre. Donc, chaque fois qu'on réunira les Maliens, ils vont demander qu'on révisé l'accord, surtout qu'ils ont le sentiment qu'il a été signé sans les consulter.

Le Mali a plus que jamais besoin de ses partenaires internationaux, parce que le Mali est un pays sous perfusion. Les deux tiers de son espace vital lui échappent, son administration n'existe pratiquement plus sur les deux tiers du territoire national, dans lesquels la sécurité n'est pas assurée. Ainsi il est nécessaire - le temps de se reconstruire - de s'accrocher aux engagements internationaux qui puissent nous garantir une certaine existence.

Je pense que c'est pour cela que nous ne pouvons pas récuser si simplement ces accords-là. Il y a certains Maliens qui protestent. Ceux qui

disent que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) doit partir ne garantiront pas notre sécurité. Ils ne sont pas sûr d'être en sécurité dans la minute qui suivra le départ des Français, de la MINUSMA et du G5 Sahel. Le Mali est condamné à conserver ces partenariats.

Quel avenir pour le Mali ?

Le Mali est condamné à s'organiser de telle sorte qu'il puisse redevenir un État fort et démocratique, que cette transition nous permette de reconquérir notre pays dans ses frontières, de réinstaurer un contrôle administratif sur l'ensemble du territoire national, de créer les conditions pour l'organisation d'élections libres et transparentes sur l'ensemble du territoire, afin de mettre en place des institutions fonctionnelles. Moi, je ne pense même pas que nous avons besoin de nouvelles institutions, contrairement à d'autres qui en demandent. La réalité est que nos institutions, au Mali, sont bonnes. Nous n'avons pas besoin d'une quatrième république. Nous avons besoin simplement de mettre en œuvre de façon rigoureuse les textes de la troisième république. Ce ne sont pas les textes qui sont en faute, ce sont les acteurs qui ont failli, qui n'ont pas été à la hauteur des attentes du peuple. Alors il faut envisager de nommer des hommes et des femmes qui ont le sens de l'État, qui ont le sens de l'honneur, qui ont le sens de leur pays. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux textes tous les jours. Il ne s'agit pas de signer des accords avec les partenaires étrangers en disant : « Bon ça nous permet de sortir d'un mauvais pas... » et de ne pas les appliquer : il faut respecter ce que nous signons. C'est pour cela qu'il nous faut signer seulement ce que nous pouvons mettre en œuvre et respecter.



Entrée de Kidal, ville touareg du Mali, au centre du massif de l'Adrar des Ifoghas.

Entretien avec Nicolas Normand

Réalisé par Bruno Charbonneau et Tatiana Smirnova

Entretien avec Nicolas Normand

Conseiller diplomatique, ancien ambassadeur de France au Mali (2002-2006), au Congo-Brazzaville, au Sénégal et en Gambie, ancien directeur adjoint de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

L'entretien a été révisé pour clarifier et raccourcir le texte.

Entretien réalisé le 12 novembre 2020.

Comment analysez-vous le coup d'État d'août 2020 au Mali ?

Le coup d'État était prévisible. L'on suppose même qu'il y avait trois coups en préparation étant donné la crise politique. Il y avait une absence de dialogue entre les principaux protagonistes de la crise, et le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) n'a pas su dénouer la crise. Il aurait fallu qu'il change le premier ministre pour former un gouvernement d'union nationale. Je pense que le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), qui au départ revendiquait la démission du président, a ensuite suspendu cette requête extrême en s'ouvrant à un certain compromis. Mais le président IBK n'a pas fait d'ouverture suffisante. Le blocage était complet et risquait de dégénérer. L'on voyait que les différents syndicats et des fonctionnaires faisaient peser

la menace d'une grève générale et que le pays allait plonger dans une spirale chaotique.

Donc, selon vous, il s'agissait de contrer le M5-RFP ?

Ce ne sont pas les militaires de 2012. Ce sont des colonels, avec un très bon niveau d'éducation et de formation, qui ont voulu empêcher que le pays ne dérive vers les djihadistes ou vers l'extrême gauche. Ils ont voulu aussi remettre l'État en ordre de marche. Ils ont défié le M5-RFP et la classe politique qui, pour eux, étaient responsables de la situation. Les colonels avaient peur que les mobilisations incitées par le M5-RFP produisent le chaos. Le M5-RFP, en étant complètement désuni, n'était pas capable de mettre en place une autorité de transition. Il y avait peut-être un risque d'assassinat de IBK si les « éléments incontrôlés » attaquaient son domicile. Les djihadistes auraient pu profiter de l'occasion pour occuper une partie du Mali, comme en 2012.

Que pensez-vous de la position des autorités de transition à l'égard du M5-RFP et de la classe politique de manière générale ?

Les militaires se méfient du M5-RFP et des autres partis politiques et continuent à les marginaliser. Cela a des avantages et des inconvénients. Je crois que redonner le pouvoir au M5-RFP ou aux partis politiques serait reproduire les mêmes problèmes qu'auparavant. Globalement, c'est la classe politique au Mali qui a été relativement responsable du chaos. Le problème qui se pose aujourd'hui, c'est que les partis et le M5-RFP sont en désaccord avec les autorités militaires et expriment leur mécontentement.

Par conséquent, il y a un risque de reproduire le même scénario si la société civile reste marginalisée.

Un autre problème, c'est que tout en faisant un certain nombre de déclarations (qui font l'écho de points apportés par la société civile, notamment sur la corruption), le nouveau gouvernement a posé peu d'actes. Le gouvernement actuel a du mal à prendre des mesures concrètes.

De manière générale, ce gouvernement n'a pas beaucoup de légitimité et d'autorité. Il n'a pas de grande marge de manœuvre pour l'action non plus. Je l'explique en partie par le fait que les principales fonctions régaliennes de l'État, armée, gendarmerie, police, justice, services fiscaux, ne sont pas opérantes. À votre avis, quels sont les objectifs à court, moyen et long termes du gouvernement de transition ?

D'abord, ils veulent remettre en route le fonctionnement de l'État, ce qui sera extrêmement difficile. Une priorité pour la transition est d'organiser les élections alors qu'ils ont des délais assez courts. Le gouvernement sera probablement désuni sur les questions relatives au code électoral et à la Constitution.

Alors que le Mali est menacé dans son existence même, je pense que les réformes ne seront pas menées par ce gouvernement de transition et il faudra attendre les prochaines élections. Ce qui devrait être fait en toute urgence, c'est la restructuration de l'armée, notamment en matière de gestion des ressources humaines (recrutement et promotion), justice, rééquipement et formation

militaire des soldats. Les programmes de l'Union européenne (EUTM et EUCAP-Sahel) sont complètement inefficaces. Je pense que les colonels le comprennent, mais ils n'ont pas les moyens ou la légitimité de restructurer l'armée malienne.

Qu'est ce qu'on peut comprendre de la réaction internationale qui, finalement, semble se réconcilier relativement vite avec le coup d'État ?

Aucun pays n'a approuvé le coup d'État. Dans le même temps, la réaction internationale n'était pas très cohérente. Elle aurait dû condamner en premier lieu le M5-RFP qui voulait le départ du président légitimement élu et qui avait encore 3 ans de mandat légitime à faire. C'est le M5-RFP qui est finalement à l'origine des troubles ayant conduit au coup. Comme je disais, sans l'intervention des militaires, un scénario pire allait certainement se produire. Cependant, l'on ne peut pas admettre que les coups militaires deviennent un mode de régulation politique acceptable en cas de crise politique. L'élément que je trouve vraiment aberrant, c'est le fait que la junte n'a pas été dissoute. Cela donne une coloration étrange au gouvernement se revendiquant comme « civil ».

Comment expliquez-vous la position des autorités maliennes à l'égard de négociations avec les djihadistes (on présume généralement avec Iyad Ag Ghali) ?

Une grande erreur des Français a été de ne pas négocier dès 2013. L'erreur a été de dire qu'il y avait des groupes avec lesquels on pouvait discuter et d'autres avec qui on ne pouvait pas. Il fallait négocier avec tous les groupes armés. Le principal groupe armé n'était pas le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), mais le groupe d'Iyad Ag Ghali. En 2013, cela aurait

été possible de discuter. Blaise Compaoré le disait à l'époque. En plus, la France a favorisé le MNLA séparatiste et contribué à créer d'autres groupes. On a renforcé les divisions au lieu de les traiter.

En 2020, la situation est différente. Lors de la visite à Bamako du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, celui-ci a eu la maladresse de dicter publiquement aux Maliens ce qu'il fallait faire. Cela a énervé le premier ministre malien Moctar Ouane qui a pris forcément le contrepied pour montrer que le Mali n'est pas sous le joug de la puissance coloniale. Il s'est référé aux recommandations du Dialogue Inclusif de 2017. Il est totalement opposé à l'idéologie djihadiste, tout comme les militaires. Moctar Ouane a surtout souligné la nécessité d'établir des contacts avec les personnes qui risquent de prendre les armes pour combattre à côté des djihadistes. Pour lui, il faut reprendre contact non pas avec les djihadistes, mais avec ceux qui risquent de devenir des djihadistes.

La stratégie de l'Union européenne au Sahel est en cours de transformation. Quelles devraient être les priorités de l'approche européenne, alors qu'il semble que la France et l'Europe soient prises dans une sorte de guerre (quasi) perpétuelle ?

En 2014, il y a eu l'erreur de transformer Serval en Barkhane. Pourquoi la France n'a-t-elle pas impliqué les Européens à ce moment-là ? La situation s'est dégradée en 2015. La France a fait l'erreur de ne pas européeniser la mission. Il fallait le drapeau européen. Aujourd'hui, avec la dégradation de la situation, l'on constate une forte réticence des Européens à s'engager dans l'opération Takuba. Dans le même temps, il faut que Barkhane parte parce que l'opération est devenue le problème. Un

départ précipité serait une catastrophe, mais Barkhane doit se donner une date limite au-delà de laquelle elle partira.

Mais ce départ doit se faire avec l'assurance d'un double relais : une force européenne et une armée malienne restructurée et remise au niveau. Et il faut mettre le paquet sur l'armée malienne. Barkhane a coûté environ 1 milliard d'euros aux contribuables français cette année. Pourquoi faire cet effort indéfiniment, alors qu'une partie de l'opinion malienne critique vivement la France ? Seule l'armée malienne peut sauver le Mali, même si la solution ne peut pas être uniquement militaire. Il faut appuyer sa réorganisation des ressources humaines et régler le problème de l'impunité. Il faut s'ingérer complètement dans l'armée malienne, ensemble, avec eux. Il faut retirer les généraux incapables, promouvoir les bons, les équiper, il faut donner à l'armée des moyens de renseignement, l'équipement, le soutien technique. Il faut envoyer des hélicoptères qui volent ! Les programmes de l'UE sont un échec. D'ailleurs, il faut complètement réformer les dispositifs d'aide dans les pays en guerre au Sahel.

Enfin, je pense qu'on a peu conscience de la gravité de la situation. Le Drian est arrivé avec des projets de développement irréalistes : des projets d'électrification et hydraulique urbain. Des projets qui ne répondent pas à l'urgence de la situation. L'urgence est sécuritaire et commence avec les problèmes de l'armée malienne. On ne peut pas dépenser des centaines de millions en faisant des projets de développement classiques dans une situation qui n'a rien de classique.

”

« Ce départ doit se faire avec l'assurance d'un double relais : une force européenne et une armée malienne restructurée et remise au niveau. Et il faut mettre le paquet sur l'armée malienne. »

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a participé le 22 janvier à une conférence intitulée « [\(Re\)penser le rôle du Canada dans le maintien de la paix](#) » organisée par le [Réseau d'analyse stratégique](#).

→ Tatiana Smirnova

a été interviewée par Apanews le 27 décembre sur la présidentielle au Niger : « [Quel bilan pour Issoufou et quels défis pour son successeur ?](#) ».

→ Adam Sandor

a co-publié « [Sahelistan? Military Intervention and Patronage Politics in Afghanistan and Mali](#) » dans la revue *Civil Wars*.

→ Camille Evrard

est rédactrice en chef de la nouvelle [Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique \(RHCA\)](#), en libre accès consacrée à l'histoire contemporaine du continent africain.

→ Marina Sharpe

a publié « Regional Refugee Regimes : Africa » dans l'ouvrage co-dirigé par Cathryn Costello, Michelle Foster et Jane McAdam, [The Oxford Handbook of International Refugee Law](#).

→ Nicolas Hubert

participera à la journée d'étude organisée à Ouagadougou par la Chaire UNESCO Défis partagés du développement: savoir, comprendre, agir. Sa communication s'intitule « Du développement à la guerre : quelles responsabilités possède l'industrie minière sur la propagation des violences au Burkina Faso ? ».



Patrouille de la MINUSMA au centre du Mali.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur, Centre FrancoPaix

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, École des hautes études en sciences sociales

Postdoctorante, Centre FrancoPaix

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Maxime Ricard

PhD, Université du Québec à Montréal

Coordonnateur, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Marina Sharpe

Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Michele Cattani / AFP

Page 2 : Michele Cattani / AFP

Page 7 : UN Photo/Marco Dormino / Flickr

Page 11 : UN Photo / Flickr

Page 14 : Gouvernement ZA / Flickr

Page 16 : Alicroche / Wikipedia

Page 19 : MINUSMA / Gema Cortes / Flickr

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : [@CFrancopaix](https://twitter.com/CFrancopaix) et [@RDandurand](https://twitter.com/RDandurand)

PARTENAIRE

